

doc
CA1
EA537
97A63
EXF

DOCS
CA1 EA537 97A63 EXF
APEC and infrastructure
62433551
.b3539878(E)
.b353988X(F)



Canada 1997

APEC AND INFRASTRUCTURE



CANADA'S YEAR
OF ASIA PACIFIC
1997 L'ANNÉE
CANADIENNE DE
L'ASIE-PACIFIQUE

Increasing infrastructure investment is a key to ensuring the sustainability of economic growth in the Asia-Pacific region. The World Bank has estimated that infrastructure investment in the developing economies of East Asia will have to increase from the current 5 1/4 per cent to approximately 7 per cent of GDP in order to meet the requirements for modern economic infrastructure and make up deficiencies in basic infrastructure, such as piped water and sewage. Developed economies in the region must also upgrade their infrastructure to meet the demands of a modern, information-intensive economy. Spending estimates for East Asia alone are in the range of over US \$1.5 trillion over the next decade.

APEC Leaders have recognized that the lack of adequate, integrated infrastructure can severely hamper the achievement of sustainable growth. In 1996, the Leaders directed Ministers to work with the private sector and international financial institutions on a framework for stimulating private-public partnerships in this area. The Prime Minister has identified infrastructure development as a key area of focus for the APEC Economic Leaders' Meeting (AELM) in Vancouver, integrating elements of results from Ministerial meetings in 1997 in the areas of transportation, energy, human resources development, environment, small- and medium-sized enterprises and finance, among others.

Given financial constraints on governments, partnerships with the private sector are crucial in meeting the infrastructure needs of the region. APEC has developed a broad program aimed at improving the environment for private-sector investment in public infrastructure. Techniques such as Build-Operate-Transfer (BOT) and Build-Operate-Own (BOO), in which the private sector takes the lead on financing infrastructure projects as a viable business venture, have been applied with notable success in a number of East Asian economies, for example in the Philippines and Indonesia. These innovative techniques have also been used in developed economies, including Canada. Of particular interest to Canadians is the Northumberland Straits Crossing (now the Confederation Bridge) between Prince Edward Island and New Brunswick, developed according to the BOT framework.



In APEC, work on improving the environment for private sector investment in infrastructure is carried out under the auspices of the Economic Committee, under the leadership of Indonesia. An important contribution to the work on infrastructure was made in July 1996 through a public-private sector roundtable held in Seattle that focused on risk management and mitigation. One of the areas identified by private-sector players in attendance was the need for integrated infrastructure planning, particularly in urban areas, to reduce the risks for potential infrastructure investors. A follow-up round-table bringing together private and public interests to discuss best practices for integrated planning for local, national and transboundary projects will be held in Mexico in June 1997 as a means to reduce obstacles to private-sector investment in infrastructure projects. Significant work on infrastructure is also being done by APEC Finance Ministers, particularly with respect to innovative approaches to financing infrastructure, as well as by sectoral working groups on energy, transportation and telecommunications.

Without the proper foundation for economic activity, growth cannot be sustained over the longer term. It is only by dealing with structural impediments such as infrastructure requirements that the conditions for economic development and growth can be improved.



Canada 1997



CANADA'S YEAR
OF ASIA PACIFIC
1997 L'ANNÉE
CANADIENNE DE
L'ASIE-PACIFIQUE

L'APEC ET L'INFRASTRUCTURE

Il est essentiel d'accroître les investissements dans les infrastructures pour assurer la durabilité de la croissance économique dans la région Asie-Pacifique. La Banque mondiale estime que les investissements de cette nature dans les économies en développement de l'Asie de l'Est devront passer à 7 pourcent environ du PIB, par rapport au 5 ¼ pourcent actuel, si l'on veut répondre aux besoins d'une infrastructure économique moderne et combler les lacunes au chapitre des infrastructures de base, par exemple l'approvisionnement en eau par canalisation et les réseaux d'égouts. Les économies développées de la région doivent également améliorer leurs infrastructures pour répondre aux impératifs d'une économie moderne axée sur l'information. On prévoit, pour la seule région de l'Asie de l'Est, des dépenses de plus de 1,5 trillions \$ US dans les dix prochaines années.

Les dirigeants de l'APEC ont reconnu que le manque d'infrastructures intégrées et adéquates peut s'avérer un obstacle de taille à la croissance durable. En 1996, ils ont confié aux ministres le mandat de travailler avec le secteur privé et les institutions financières internationales à l'établissement d'un cadre pour stimuler les partenariats entre les secteurs privé et public dans ce domaine. Le Premier ministre fera du développement des infrastructures un thème clé de la réunion des dirigeants économiques de l'APEC à Vancouver, intégrant les résultats des rencontres ministérielles de 1997 dans les domaines du transport, de l'énergie, du perfectionnement des ressources humaines, de l'environnement, des finances, ainsi que des petites et moyennes entreprises, notamment.

Compte tenu des contraintes financières qui pèsent sur les gouvernements, les partenariats avec le secteur privé sont essentiels pour répondre aux besoins de la région en matière d'infrastructures. L'APEC a élaboré un vaste programme destiné à améliorer le climat pour les investissements privés dans les infrastructures publiques. Les techniques de construction-exploitation-transfert et de construction-exploitation-gestion, aux termes desquelles le secteur privé assume la dimension financière d'un projet d'infrastructures en tant qu'entreprise commerciale viable, ont été utilisées avec un succès notable dans certaines économies de l'Asie de l'Est, particulièrement aux Philippines et en Indonésie. Les économies développées, dont le Canada, ont aussi fait appel à ces techniques novatrices. Il faut noter plus particulièrement le Projet de raccordement dans le détroit de Northumberland (aujourd'hui le pont de la Confédération) entre l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick, qui a été réalisé dans le cadre d'un contrat de construction-exploitation-transfert.



.../2

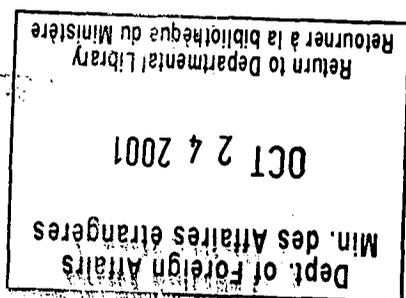


Canada

À l'APEC, les initiatives visant à rendre le climat plus propice aux investissements privés dans le domaine des infrastructures sont menées sous les auspices du Comité économique et le leadership de l'Indonésie. Une importante contribution à ces initiatives a été apportée en juillet 1996 grâce à une table ronde tenue à Seattle et réunissant les secteurs public et privé, où les participants se sont surtout attardés à la gestion et à la diminution du risque. Un des points soulevés par les participants du secteur privé a été la nécessité d'une planification intégrée dans le domaine des infrastructures, particulièrement dans les zones urbaines, afin de réduire les risques pour les éventuels investisseurs. Une réunion de suivi rassemblant des représentants des secteurs public et privé pour discuter de la planification intégrée aux niveaux local, national et transfrontière doit avoir lieu au Mexique en juin 1997 en vue de réduire les obstacles à l'investissement privé dans les projets d'infrastructures. Les ministres des Finances de l'APEC travaillent également beaucoup sur le problème des infrastructures, surtout en ce qui concerne des approches novatrices au niveau du financement. Les groupes de travail sur l'énergie, sur les transports et sur les télécommunications s'intéressent également de près à la question.

Si l'activité économique n'est pas adéquatement fondée, la croissance économique ne peut être soutenue à long terme. C'est seulement en éliminant les obstacles structurels comme ceux posés en matière d'infrastructure que les conditions du développement économique et de la croissance pourront être améliorées.

624 33557(A1)
624 33525(A1)



Pour obtenir plus de renseignements sur les activités du Canada pour l'APEC 1997, communiquez avec la Direction de l'APEC du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international : télécopieur [(613) 944-2732]; courrier électronique [cdapec@istar.ca]; ou, internet [<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~apec/francais/menu.htm>].

DOCS
CA1 EA537 97A63 EXF
APEC and infrastructure
62433551

doc
CA1
EA537
97A63
EXF

DOCS
CA1 EA537 97A63 EXF
APEC and infrastructure
62433551
.b3539878(E)
.b353988X(F)



Canada 1997

APEC AND INFRASTRUCTURE



CANADA'S YEAR
OF ASIA PACIFIC
1997 L'ANNÉE
CANADIENNE DE
L'ASIE-PACIFIQUE

Increasing infrastructure investment is a key to ensuring the sustainability of economic growth in the Asia-Pacific region. The World Bank has estimated that infrastructure investment in the developing economies of East Asia will have to increase from the current 5 1/4 per cent to approximately 7 per cent of GDP in order to meet the requirements for modern economic infrastructure and make up deficiencies in basic infrastructure, such as piped water and sewage. Developed economies in the region must also upgrade their infrastructure to meet the demands of a modern, information-intensive economy. Spending estimates for East Asia alone are in the range of over US \$1.5 trillion over the next decade.

APEC Leaders have recognized that the lack of adequate, integrated infrastructure can severely hamper the achievement of sustainable growth. In 1996, the Leaders directed Ministers to work with the private sector and international financial institutions on a framework for stimulating private-public partnerships in this area. The Prime Minister has identified infrastructure development as a key area of focus for the APEC Economic Leaders' Meeting (AELM) in Vancouver, integrating elements of results from Ministerial meetings in 1997 in the areas of transportation, energy, human resources development, environment, small- and medium-sized enterprises and finance, among others.

Given financial constraints on governments, partnerships with the private sector are crucial in meeting the infrastructure needs of the region. APEC has developed a broad program aimed at improving the environment for private-sector investment in public infrastructure. Techniques such as Build-Operate-Transfer (BOT) and Build-Operate-Own (BOO), in which the private sector takes the lead on financing infrastructure projects as a viable business venture, have been applied with notable success in a number of East Asian economies, for example in the Philippines and Indonesia. These innovative techniques have also been used in developed economies, including Canada. Of particular interest to Canadians is the Northumberland Straits Crossing (now the Confederation Bridge) between Prince Edward Island and New Brunswick, developed according to the BOT framework.



In APEC, work on improving the environment for private sector investment in infrastructure is carried out under the auspices of the Economic Committee, under the leadership of Indonesia. An important contribution to the work on infrastructure was made in July 1996 through a public-private sector roundtable held in Seattle that focused on risk management and mitigation. One of the areas identified by private-sector players in attendance was the need for integrated infrastructure planning, particularly in urban areas, to reduce the risks for potential infrastructure investors. A follow-up round-table bringing together private and public interests to discuss best practices for integrated planning for local, national and transboundary projects will be held in Mexico in June 1997 as a means to reduce obstacles to private-sector investment in infrastructure projects. Significant work on infrastructure is also being done by APEC Finance Ministers, particularly with respect to innovative approaches to financing infrastructure, as well as by sectoral working groups on energy, transportation and telecommunications.

Without the proper foundation for economic activity, growth cannot be sustained over the longer term. It is only by dealing with structural impediments such as infrastructure requirements that the conditions for economic development and growth can be improved.



Canada 1997



CANADA'S YEAR
OF ASIA PACIFIC
1997 L'ANNÉE
CANADIENNE DE
L'ASIE-PACIFIQUE

L'APEC ET L'INFRASTRUCTURE

Il est essentiel d'accroître les investissements dans les infrastructures pour assurer la durabilité de la croissance économique dans la région Asie-Pacifique. La Banque mondiale estime que les investissements de cette nature dans les économies en développement de l'Asie de l'Est devront passer à 7 pourcent environ du PIB, par rapport au 5 ¼ pourcent actuel, si l'on veut répondre aux besoins d'une infrastructure économique moderne et combler les lacunes au chapitre des infrastructures de base, par exemple l'approvisionnement en eau par canalisation et les réseaux d'égouts. Les économies développées de la région doivent également améliorer leurs infrastructures pour répondre aux impératifs d'une économie moderne axée sur l'information. On prévoit, pour la seule région de l'Asie de l'Est, des dépenses de plus de 1,5 trillions \$ US dans les dix prochaines années.

Les dirigeants de l'APEC ont reconnu que le manque d'infrastructures intégrées et adéquates peut s'avérer un obstacle de taille à la croissance durable. En 1996, ils ont confié aux ministres le mandat de travailler avec le secteur privé et les institutions financières internationales à l'établissement d'un cadre pour stimuler les partenariats entre les secteurs privé et public dans ce domaine. Le Premier ministre fera du développement des infrastructures un thème clé de la réunion des dirigeants économiques de l'APEC à Vancouver, intégrant les résultats des rencontres ministérielles de 1997 dans les domaines du transport, de l'énergie, du perfectionnement des ressources humaines, de l'environnement, des finances, ainsi que des petites et moyennes entreprises, notamment.

Compte tenu des contraintes financières qui pèsent sur les gouvernements, les partenariats avec le secteur privé sont essentiels pour répondre aux besoins de la région en matière d'infrastructures. L'APEC a élaboré un vaste programme destiné à améliorer le climat pour les investissements privés dans les infrastructures publiques. Les techniques de construction-exploitation-transfert et de construction-exploitation-gestion, aux termes desquelles le secteur privé assume la dimension financière d'un projet d'infrastructures en tant qu'entreprise commerciale viable, ont été utilisées avec un succès notable dans certaines économies de l'Asie de l'Est, particulièrement aux Philippines et en Indonésie. Les économies développées, dont le Canada, ont aussi fait appel à ces techniques novatrices. Il faut noter plus particulièrement le Projet de raccordement dans le détroit de Northumberland (aujourd'hui le pont de la Confédération) entre l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick, qui a été réalisé dans le cadre d'un contrat de construction-exploitation-transfert.



.../2

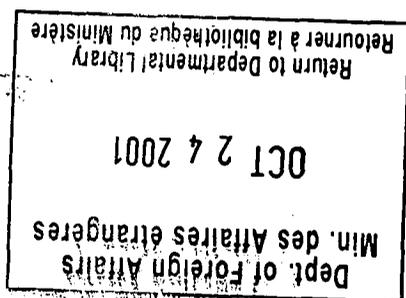


Canada

À l'APEC, les initiatives visant à rendre le climat plus propice aux investissements privés dans le domaine des infrastructures sont menées sous les auspices du Comité économique et le leadership de l'Indonésie. Une importante contribution à ces initiatives a été apportée en juillet 1996 grâce à une table ronde tenue à Seattle et réunissant les secteurs public et privé, où les participants se sont surtout attardés à la gestion et à la diminution du risque. Un des points soulevés par les participants du secteur privé a été la nécessité d'une planification intégrée dans le domaine des infrastructures, particulièrement dans les zones urbaines, afin de réduire les risques pour les éventuels investisseurs. Une réunion de suivi rassemblant des représentants des secteurs public et privé pour discuter de la planification intégrée aux niveaux local, national et transfrontière doit avoir lieu au Mexique en juin 1997 en vue de réduire les obstacles à l'investissement privé dans les projets d'infrastructures. Les ministres des Finances de l'APEC travaillent également beaucoup sur le problème des infrastructures, surtout en ce qui concerne des approches novatrices au niveau du financement. Les groupes de travail sur l'énergie, sur les transports et sur les télécommunications s'intéressent également de près à la question.

Si l'activité économique n'est pas adéquatement fondée, la croissance économique ne peut être soutenue à long terme. C'est seulement en éliminant les obstacles structurels comme ceux posés en matière d'infrastructure que les conditions du développement économique et de la croissance pourront être améliorées.

624 33557(A1)
624 33525(A1)



Pour obtenir plus de renseignements sur les activités du Canada pour l'APEC 1997, communiquez avec la Direction de l'APEC du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international : télécopieur [(613) 944-2732]; courrier électronique [cdapec@istar.ca]; ou, internet [<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~apec/francais/menu.htm>].

DOCS
CA1 EA537 97A63 EXF
APEC and infrastructure
62433551